

Le conflit rwandais sous la Deuxième République

Charles Nkurunziza
2006

Extrait de "Conflit rwandais" par Charles Nkurunziza



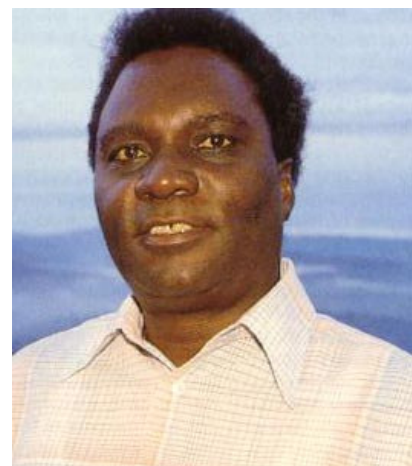
C. Nkurunziza

A la naissance de la IIème République, ses fondateurs s'étaient assignés la mission de mettre fin aux troubles ethniques qui secouaient le pays depuis plusieurs mois. Mais en plus, ils nourrissaient une noble ambition de créer et maintenir un climat de Paix et d'unité nationale, véritables bases d'un Développement harmonieux et durable. Trois mots clés qui allaient constituer la devise du Mouvement Révolutionnaire National pour le Développement (MRND). Effectivement, dans le cadre du MRND, le Rwanda connut, à ne pas en douter, un développement socio-économique sans précédent de son histoire. Pour concrétiser cette unité nationale, le peuple rwandais était confondu avec le Parti MRND. Dans ce cadre, et sous certaines conditions impliquant la réconciliation et la démocratie, le conflit rwandais allait encore une fois trouver une solution. Mais cette solution n'a pas pu véritablement voir

le jour parce que, comme toujours, le Tutsi n'y tenait pas.

En effet, comme cela a été dit plus haut, le Tutsi n'a jamais abandonné l'idée de récupérer le pouvoir et de l'exercer sans partage. Comme toujours dans de pareilles conditions, profitant de ce climat de paix et d'unité nationale (le Hutu y croyait très profondément), le Tutsi a réussi à s'infiltrer dans les plus hautes instances de l'Etat (*guhakwa*) pour prendre le pouvoir à l'aise au moment qu'il jugera le plus opportun.

Feu le Président Juvénal Habyarimana et son entourage immédiat étaient devenus, pendant des années, des otages du Tutsi. Ce dernier était parvenu à contrôler tout le secteur économique, tandis que le Hutu s'esquintait quotidiennement dans des activités de routines administratives sans lendemain. Il a fallu attendre la crise de 1980 (*Affaire Lizinde*) pour découvrir les desseins sataniques du Tutsi. Suite à la découverte de leurs manoeuvres lors de l'éclatement de l'Affaire Lizinde, les Tutsi décidèrent de s'emparer du pouvoir au Rwanda par la force. C'est ce qu'ils tentèrent de faire, à la chute du dictateur ougandais Idi Amin Dada. Mais cette attaque n'a pas eu lieu parce qu'il y eut conflit de génération au sein des *Inyenzi* mêmes. Ce sont les vieux qui voulaient attaquer, tandis que les jeunes estimaient que c'étaient trop tôt. Ils eurent raison. Par ailleurs, Museveni avait besoin de leur concours pour conquérir l'Ouganda, il s'était engagé à les aider à leur tour à conquérir le Rwanda.



Le Président Juvénal Habyarimana.

Le pacte fatal pour le Rwanda était conclu. En effet, depuis que Museveni a pris le pouvoir à Kampala, les Tutsi ont été mis très à l'aise. Ils pris tout leur temps pour préparer la guerre de reconquête du pouvoir au Rwanda, par des entraînements massifs, des achats d'armes et par l'intoxication de l'opinion internationale par tous les moyens. Museveni qui, au cours de sa guerre de conquête de l'Ouganda avait bénéficié d'un appui substantiel du gouvernement rwandais, faisait croire partout que le Rwanda ne pouvait, en aucun cas, être envahi de l'Ouganda. Les autorités rwandaises y ont cru alors même que des actes de reconnaissance et de sabotage, de la part de l'armée ougandaise, étaient de plus en plus nombreux sur le sol rwandais, surtout du côté de la frontière nord-est.

A partir d'un certain temps, les Tutsi, naguère, trouvaient en Habyarimana leur sauveur pour avoir supprimé le PARMEHUTU, apporté paix aux Tutsi et unité à tout le peuple rwandais, se mirent à décrier sa dictature imposée au peuple rwandais au sein du MRND ainsi que tous les obstacles opposés par le régime en place au retour des réfugiés Tutsi. Les fils des [Inyenzi](#) étaient donc déterminés à intervenir militairement pour « libérer » le peuple rwandais de ladite dictature et pour permettre aux réfugiés de regagner leur patrie. Quel prétexte ! Signalons ici que, pour le Tutsi, le concept de dictature découle de l'idée qu'il se fait de lui-même. En effet, étant né pour commander (*kuvukana imbuto*), culturellement le Tutsi considère que tout ce qui se fait sans lui ou en dehors de lui n'a aucune valeur. C'est ainsi que la Révolution de 1959 n'en fut pas une (ce fut plutôt le début des massacres !) et que la gestion des affaires de l'Etat par la majorité du peuple rwandais, pendant plus de trente ans, fut qualifiée de médiocre parce que dictatoriale. Il appartient à l'Histoire de juger. [[N.d.l.r. Lire 'L' Histoire des Rois que supposent les Poèmes Episodiques... ' \(6 & 7\) où Alexis Kagame donne l'exemple de la période de "veuvage" \(occupation par les Banyabungo\) entre les règnes de Ndahiro II Cyamatara \(vers 1550\) et son successeur Ruganzu II Ndoli\(vers 1580\).](#)] En ce qui concerne le problème des réfugiés Tutsi, il faut rappeler ici qu'après de multiples tractations, ce problème avait déjà trouvé une solution appropriée. C'est dans ce cadre qu'il fut convenu que les réfugiés pouvaient visiter le Rwanda pour se rendre compte de ses possibilités d'accueil (occasion sans pareilles pour des opérations de reconnaissance par le FPR) pour leur permettre, en définitive, soit de venir s'installer au Rwanda, soit de rester à l'étranger avec des facilités de visiter les familles se trouvant au Rwanda, soit enfin, d'acquérir une nouvelle nationalité, tout en jouissant des mêmes facilités. [[N.d.l.r. Lire 'Commentaires d'Edouard Karemera sur « Rwanda, le droit à l'espoir », livre écrit par le Général de Brigade Leonidas Rusatira ' \(titre 3, paragraphes 3.1 et 3.2\). En contredisant Léonidas Rusatira, Edouard Karemera, ancien ministre et membre du comité central du MRND à l'époque du monopartisme, éclaire le lecteur sur la position du gouvernement rwandais au sujet du retour des réfugiés Tutsi.](#)] Ainsi donc, après s'être bien préparés et équipés et avec le concours maximum de l'Ouganda, les jeunes Tutsi, membres de la NRA (National Resistance Army, armée ougandaise) estimant que le moment était venu, déclenchèrent une guerre d'agression contre le Rwanda en vue de reconquérir le pouvoir. C'était le 01/10/1990. Ce fut la fin d'une époque.

La guerre de reconquête du pouvoir avec toutes ses tragédies

C'est en fait la dernière épisode d processus conflictuel au Rwanda qui a abouti à la tragédie la plus grave de l'histoire du pays, et où le problème rwandais s'est posé avec plus d'acuité que jamais. L'absence de volonté ou plutôt le refus délibéré du Tutsi de trouver une solution appropriée au dit problème a entraîné le démantèlement de la nation rwandaise toute entière. Cette épisode a, jusqu'à ce jour, connu deux phases : la phase qui va, précisément, du

déclenchement de la guerre à la conclusion de l'Accord d'Arusha, et celle qui débute avec la reprise des hostilités en date du 06 avril 1994.

Du début de la guerre par le FPR à la conclusion de l'Accord de Paix d'Arusha.

Sous le prétexte mis en évidence plus haut, les fils des *Inyenzi* membres de la NRA déclenchèrent, contre le Rwanda, une guerre d'agression sous la dénomination de Front Patriotique Rwandais (FPR-Inkotanyi) ; c'était le 1er octobre 1990. Depuis, rien n'a plus été comme avant dans la vie des rwandais. En effet, jusqu'à cette date et depuis plusieurs années, le Rwanda était devenu selon la Banque Mondiale, un modèle de développement intégral dans toute la région sub-saharienne. Les ethnies vivaient en une symbiose telle que dans certains cas, la confusion était totale. D'aucuns croyaient que les ethnies comme telle étaient en voie de disparition. Mais comme on l'a vu, le Tutsi n'y croyait pas. Il a plutôt profité de ce contexte pour s'infiltrer dans les hautes instances de l'Etat pour les renverser le moment venu. Depuis le déclenchement de cette maudite guerre donc, non seulement les relations entre rwandais ont été bouleversées mais aussi des changements importants ont été opérés au niveau des institutions de l'Etat (Constitution du 10 juin 1991 et Accord de Paix d'Arusha du 04 août 1993).

La guerre d'octobre 1990

Cette guerre éclair qui a éclaté à Kagitumba dans la corne du nord-est du Rwanda, avait pour objectif la prise de Kigali en trois jours. Mais dès le deuxième jour de bataille, les Forces Armées Rwandaises neutralisaient les combattants du FPR et même leur Commandant en Chef en la personne du Général Major Fred Rwigema, ancien commandant adjoint de la NRA et vice-ministre de la défense du Gouvernement Ougandais y perdit la vie. Après ces combats très rudes au Mutara, le FPR fut repoussé en dehors de la frontière rwandaise, fin octobre 1990. Mais, dès les premiers jours du mois de novembre suivant, l'ennemi relança ses attaques contre les communes rwandaises frontalières avec l'Ouganda (Muvumba, Kiyombe, Cyumba, Kivuye de Byumba et Butaro de Ruhengeri), cette fois-ci sous forme de guérilla. A partir de ce moment, la population civile était directement concernée. Ce fut en effet, le début d'une série de crimes de droit international humanitaire commis par le FPR. La guerre contre le Rwanda devenait alors une très grave préoccupation non seulement pour le Rwanda, mais aussi, comme on le verra plus loin, pour la sous région. C'est dans ce contexte que des changements institutionnels importants ont été opérés au niveau de l'Etat.

Les changements institutionnels

Ces changements ont été introduits par la Constitution du 10 juin 1991. En effet, dans son discours du 05 juillet 1990, le Chef de l'Etat avait promis d'opérer des changements profonds (*aggiornamento*) au sein des institutions de l'Etat. Une commission ad hoc fut créée. Elle proposa un projet de constitution qui fut promulguée à la date susmentionnée. Comme cela a été dit, cette Constitution a apporté des changements considérables. On en indiquera deux qui sont, à coup sûr, les plus importants. La Constitution du 10 juin 1991 a d'une part, introduit le multipartisme dans les pays, le MRND cessant d'être parti unique et d'autre part, créé une nouvelle institution, à savoir le Premier Ministre, Chef du Gouvernement qui devait partager les pouvoirs avec le Président de la République. Comme on s'en aperçoit, ces changements étaient de nature, y croit-on, à permettre l'avènement d'un régime véritablement démocratique

auquel même les réfugiés rwandais pouvaient participer. Et de ce fait, le conflit rwandais allait, encore une fois, trouver une solution adéquate. Mais hélas! c'était méconnaître le Tutsi qui, comme on l'a vu, avait depuis très longtemps, écarté l'idée de partager le pouvoir avec le Hutu. Il était déterminé, par conséquent, à s'emparer, tôt ou tard, de ce pouvoir par force.

Sur le plan interne, cette constitution a été appliquée tant bien que un mal. A ce sujet on peut citer, notamment, l'adoption de la loi du 18 juin 1991 sur les partis politiques. Les partis politiques ont, donc, été créés ; ils ont proliféré et en très peu de temps, ils ont dépassé la quinzaine. Le Premier Ministre a été nommé aussi. Dans un premier temps, il' était issu du MRND et, depuis que les partis politiques opposés au MRND se sont organisés c'était un militant du MDR qui dirigeait le Gouvernement. Le FPR qui gagnait de plus en plus de terrain et de poids, a su exploiter très adroitement la situation pour détruire l'unité des hutu déjà précaire à son avantage. Pour finir, c'était pratiquement le MRND et le FPR et leurs alliés respectifs. C'est dans ce contexte politique que les négociations d'Arusha allaient être entamées.

L'Accord de Paix s'Arusha

Comme cela a été dit plus haut, dès les premiers mois, la guerre contre le Rwanda était devenue l'objet de préoccupation pour la sous-région. De nombreux contacts entre Chefs d'Etat furent organisés à ce sujet. C'est dans ce cadre que le Président de la République, alors Son Excellence le Général Major Juvénal Habyarimana a effectué plusieurs déplacements pour rencontrer ses pairs à Mwanza (le 17/10/1990), à Gbadolite (le 26/10/1990), à Goma (le 20/2/1991), à Zanzibar (le 17/2/1991) et à Dar es-Salaam (le 19/7/1991 et du 5 au 7 /3/1991). Par la suite, un accord de cessez-le-feu devait être conclu à N'sele (le 29/3/1991) et amendé à Gbadolite (le 16/9/1991) et à Arusha (le 12/7/1992). Tout cela en vain, les fils des [Inyenzi](#) étant déterminés à prendre le pouvoir par force. Des négociations directes entre le Gouvernement rwandais et le FPR-Inkotanyi la Communauté Internationale y souscrit. Lesdites négociations devaient se dérouler à Arusha en République Unie de Tanzanie. Elles devaient aboutir à la conclusion d'un accord de paix entre le Gouvernement Rwandais et le FPR-Inkotanyi.

Rappelons que cet accord a été négocié et conclu dans un contexte politique extrêmement tendu. En effet, depuis la rencontre de Bruxelles en juin 1992 entre les partis dits d'opposition (au MRND et à Habyarimana) et le FPR, la division entre les dirigeants Hutu était consommée au profit du FPR-Inkotanyi qui occupait déjà une certaine portion du territoire national. Ces partis, regroupés au sein de ce que certains de leurs dirigeants appelaient alors, « Forces Démocratiques de Changement » (FDC), déclaraient couvrir essentiellement toute la région du Nduga et d'autres régions semblables, pour dire que leurs adhérents étaient persécutés par les Bakiga du MRND-CDR au même titre que les Tutsi en général, façon astucieuse pour le FPR d'endormir la faction de hutu à sa solde pour s'infiltrer dans tous les coins du pays sans beaucoup de difficultés. C'est donc dans un tel contexte que les négociations d'Arusha se sont déroulées. Le représentant du Gouvernement rwandais était issu du MDR, parti principal d'opposition. Il était strictement interdit aux citoyens rwandais (sous peine d'être qualifié d'ennemi de la paix) de formuler des vœux ou de donner de simples avis dans le cadre de ces négociations de paix d'Arusha. Il va de soi, que dans ces conditions, le FPR allait, en fin de compte, obtenir plus qu'il ne demandait et, même, plus qu'il ne méritait.

L'Accord de Paix a été signé à Arusha par le Président de la République, le Général Major Juvénal Habyarimana du côté rwandais et par le Président du FPR-Inkotanyi le Colonel Alexis Kanyarengwe. Pour des raisons ci-haut évoquées, la conclusion de cet accord est intervenue dans l'indifférence généralisée de tous les rwandais. Cependant, ils gardaient l'espoir que les anomalies constatées allaient être corrigées par les élections qui devaient être organisées vers la fin de la période de transition. Mais encore une fois hélas ! c'était se tromper grossièrement sur le Tutsi qui n'avait jamais abandonné sa logique de gouverner seul. En effet, malgré les avantages exorbitants et non mérités que l'Accord de Paix d'Arusha accordait au FPR, ce dernier n'était pas disposé à l'appliquer, car le Tutsi aurait été amené, un tant soit peu, à partager le pouvoir avec le Hutu, alors que pour lui, cela lui est culturellement prohibé. Il est à remarquer, par ailleurs, que dans le cadre des croyances et pratiques occultes, magiques et mythiques (imitsindo), le Tutsi, comme tel ne s'est jamais senti lié par cet accord de paix, ce dernier n'étant du début à la fin, que l'œuvre des Bahutu du nord (Abakiga) mais à l'avantage du Tutsi. Autrement dit, l'Accord de Paix d'Arusha élaboré et conclu pas les Hutu devait servir de tremplin aux Tutsi pour prendre le pouvoir et déraciner les Hutu. C'est cela la vérité sur le fameux Accord de Paix d'Arusha.

Toujours au sujet de cet accord, le point de vue actuel des du FPR au pouvoir à Kigali n'a pas changé ; il est exprimé avec un certain cynisme dans le journal Imboni No 003, dont l'extrait suivant :

Cependant, à part que cet (accord d') Arusha nous reconduit sous le pouvoir semblable à celui d'Ikinani [le président Juvénal Habyarimana], il ne présente aucun autre avantage. Il n'a pas empêché la guerre de reprendre, alors qu'il avait été conclu pour cela. Il n'a pas pu écarter le génocide [itsembabwoko] alors qu'il avait été conclu pour empêcher Ikinani de le commettre. Il n'a pas réussi le retour des réfugiés et leur réinstallation comme il le prétendait... Arusha n'existe plus, il est mort. Il est mort et il ne peut pas ressusciter. Tout cela se passe de commentaire.

Pour toutes les raisons ci-haut mentionnées, l'Accord de Paix d'Arusha a été donc conclu mais il n'a pas été appliqué comme c'était prévu. Aucun rendez-vous de mise en place des institutions prévues par lui, pourtant fixé de commun accord, n'a été respecté. Entre temps, les leaders Hutu des partis politiques membres des FDC avaient découvert le jeu du FPR, leur allié, et s'en étaient désolidarisés. A partir de ce moment, le FPR commit une série d'assassinats contre les Hutu pour préparer, dirait-on, la catastrophe sans précédent qui allait détruire la nation rwandaise toute entière depuis le début du mois d'avril 1994.